



Tebboune s'incline devant les sacrifices des Algériens

p.2

DEUX ANS APRÈS L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Le regard tourné vers les défis de 2022



© Photo : D.R.

«Le Président Abdelmadjid Tebboune a doté l'Algérie d'une Constitution exemplaire et s'est attelé, depuis son accession au pouvoir, au parachèvement des institutions de l'Etat en menant à bien le processus électoral des Législatives et des Locales outre la mise en place d'une Cour constitutionnelle, et en instaurant une véritable pratique démocratique où l'opposition a sa place, ce qui consacre le concept de l'Etat pour tous».

Ce condensé de bilan, au plan institutionnel, a été établi par le Président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, dans un entretien accordé à la Télévision publique algérienne, à la veille du 61^e anniversaire commémorant les manifestations historiques du 11 décembre 1960, et qui coïncident avec le 2^e anniversaire de l'élection de M. Abdelmadjid Tebboune, président de la République.

Lires en pages 2 , 3 et 4

POUR LA PREMIÈRE FOIS, DES ÉLECTIONS PROPRES

ABDELMADJID TEBBOUNE, DEUX ANS APRÈS



Un bilan économique au goût de l'espoir !

p.4



p.3

ALGÉRIE-FRANCE, RELATIONS EN TENSIONS

La guerre mémorielle de Tebboune

MONOXYDE DE CARBONE

Six personnes sauvées d'une mort certaine à Saïda

Les éléments de la Protection civile de Saïda ont sauvé six membres d'une même famille d'une mort certaine après avoir été intoxiqués au monoxyde de carbone, a-t-on appris vendredi de ce corps constitué. L'accident s'est produit dans la nuit de jeudi à vendredi au niveau d'une habitation au quartier El Badr du chef-lieu de wilaya. L'intervention rapide des éléments de la Protection civile a permis de secourir deux femmes et quatre enfants, a-t-on indiqué.

BARRAGE VERT

Plus d'un quart de la superficie attribué à 25.000 bénéficiaires

Plus d'un quart de la superficie du Barrage vert, soit 95.000 hectares, ont été mis en valeur au profit de 25.000 bénéficiaires, a relevé le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, lors de la réunion du Gouvernement. Selon un communiqué des services du Premier ministre, M. Henni a présenté lors de cette réunion, présidée par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, une communication sur l'état d'avancement de l'opération de réhabilitation, d'extension et de développement du Barrage vert.

TRANSPORT FERROVIAIRE

Près de 1,6 million de tonnes de marchandises transportées par la SNTF

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a assuré, depuis le début de l'année en cours, le transport de près de 1,6 million de tonnes de marchandises, relevant en majorité d'entreprises publiques, a-t-on appris auprès du responsable de la direction des recettes de cette entreprise

Deux ans après l'élection du Président Tebboune

Le regard tourné vers les défis de 2022

«Le Président Abdelmadjid Tebboune a doté l'Algérie d'une Constitution exemplaire et s'est attelé, depuis son accession au pouvoir, au parachèvement des institutions de l'Etat en menant à bien le processus électoral des Législatives et des Locales outre la mise en place d'une Cour constitutionnelle, et en instaurant une véritable pratique démocratique où l'opposition a sa place, ce qui consacre le concept de l'Etat pour tous».

Ce condensé de bilan, au plan institutionnel, a été établi par le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, dans un entretien accordé à la Télévision publique algérienne, à la veille du 61^e anniversaire commémorant les manifestations historiques du 11 décembre 1960, et qui coïncident avec le 2^e anniversaire de l'élection de M. Abdelmadjid Tebboune, président de la République. Pour Salah Goudjil, l'Algérie est sur la bonne voie pour consacrer la culture de l'Etat, après avoir franchi un pas important dans le processus d'édification démocratique.

On sait que le Président Tebboune s'est engagé à poursuivre la lutte contre la corruption et à bâtir une économie forte, diversifiée, génératrice de richesses et créatrice d'emplois à même de mettre à l'abri de la dépendance aux hydrocarbures.

En fait, ce sont 54 engagements contenus dans le programme électoral du Président Tebboune qui constituent les bases de l'édification d'une Algérie nouvelle. La situation sanitaire créée par la pandémie de Coronavirus qui touche le pays depuis février 2020 a été un handicap sérieux pour la concrétisation des projets que porte le programme du Président Tebboune dans tous les domaines.

L'économie a connu un ralentissement et n'a pas été épargnée par les retombées de la crise sanitaire qui ont touché tous les pays du monde. Malgré ce contexte contrariant, le Président Tebboune estime que «le respect des engagements que nous avons pris et sur la base desquels nous avons établi un programme et des priorités au service du



Le Président Tebboune s'est engagé à poursuivre la lutte contre la corruption et à bâtir une économie forte, diversifiée, génératrice de richesses et créatrice d'emplois à même de mettre à l'abri de la dépendance aux hydrocarbures. (Ph.:D.R)

peuple, continuera à guider résolument nos pas vers les objectifs escomptés, avec le soutien

des patriotes fidèles aux principes novembristes, pour la lutte contre la corruption, la morali-

sation de la vie publique, l'encouragement de l'esprit d'initiative et de l'investissement, la création de la richesse et la consécration de la citoyenneté, du civisme et de la fierté de notre identité et de notre appartenance». La détermination du Président Tebboune est forte comme il le souligne : «La voie de la loyauté aux Chouhada et à notre serment envers le valeureux peuple algérien demeure, elle, inébranlable, en dépit de ceux qui se sont laissés entraîner vers la propagande et la désinformation, notamment ceux dépourvus d'objectivité et de probité, et qui ne lésinent pas à porter atteinte à l'Etat et à ses institutions».

Le contexte interne est marqué par des agissements anti nationaux d'organisations, le MAK et Rachad, qui ont été classés terroristes par le Haut conseil de sécurité (HCS). Ces deux organisations installées à l'extérieur du pays reçoivent le soutien de pays étrangers, dont le Maroc et l'entité sioniste dans le but de déstabiliser l'Algérie.

Le contexte régional n'est pas du tout favorable.

«Les défis qui se posent à nous sont plus graves dans le contexte des crises multidimensionnelles que connaît notre région et des foyers de tension dans plusieurs Etats voisins, notamment au Sahara occidental avec la reprise des hostilités militaires armées entre le Front Polisario et les forces d'occupation marocaines», a fait observer récemment le Président Tebboune. «Notre lecture du contexte international dans

Pour la première fois

Des élections propres

Deux ans sont passés depuis l'élection du Président Tebboune.

L'élection présidentielle avait eu lieu comme prévu, jeudi 12 décembre 2019. On s'en rappelle, les Algériens ont voté partout à travers le territoire national (y compris, avec un taux résiduel, dans les wilayas de Tizi Ouzou et Béjaïa) et dans les pays où ils sont établis. Le taux de participation, 41,14 % en Algérie, a été remarquable, sachant le climat hostile qu'ont tenté de créer les opposants à l'élection présidentielle. Pour rappel, le jour du scrutin, des groupes ont harcelé certains bureaux de vote, mais, à part les exceptions dans les wilayas de Tizi Ouzou et Béjaïa, les électeurs qui voulaient voter ont pu le faire.

Cette élection a été porteuse d'espoir à plus d'un titre, après une période de flottement et d'incertitude. Elle a fait échouer tous les calculs misant sur la chute de l'Algérie. Les Algériens voulaient rétablir la légitimité constitutionnelle, et faire sortir le pays qui d'une crise aiguë qui avait marqué toute l'année 2019. Pour rappel, l'élection présidentielle avait été reportée à deux reprises, exposant le pays à des risques graves portés par des manœuvres politiciennes et des velléités d'ingérence étrangère visant à remettre en cause la stabilité et la souveraineté de l'Algérie. Après son élection, dès son investiture, le nouveau président de la République a tenu un discours rassembleur rejetant toutes formes de marginalisation ou d'exclusion. Il annonçait, entre autres, la révision profonde de la Constitution, qui sera adoptée par voie référendaire en novembre 2020.

Au lendemain du référendum sur l'amendement de la Constitution, la Présidence de la République estimait, dans un communiqué, que les résultats annoncés par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), sont l'expression «réelle et intégrale» de la volonté du peuple et démontrent que le Président Tebboune «a tenu ses engagements pour qu'enfin soit entamé le processus qui permette l'expression libre et démocratique du peuple algérien sur tout ce qui concerne son destin». Les résultats du scrutin ont démontré que la transparence et la probité de ce scrutin ont été totales. Cela sera ainsi, il n'y aura plus d'élections truquées, confirmait la Présidence de la République. Dorénavant, et dans la continuité des élections du 12 décembre 2019, toutes les élections seront l'expression des aspirations de ce que souhaite le peuple algérien pour son avenir. Pour la première fois, le Gouvernement s'était abstenu de toute interférence dans l'organisation des élections conformément à la loi organique n° 19-07 du 14 septembre 2019 qui a conféré les pleins pouvoirs à l'Autorité nationale indépendante des élections.

L. A.



REPÈRE

Manifestations du 11 décembre 1960

Tebboune s'incline devant les sacrifices des Algériens

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé samedi à l'occasion du 61^e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960, «s'incliner avec respect devant les sacrifices des Algériennes et Algériens lors de ces événements, les qualifiant d'«épopée parmi les plus glorieuses». «A l'occasion du 61^e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960, je m'incline avec respect devant les sacrifices des Algériennes et Algériens lors de cette épopée parmi les plus glorieuses», a écrit M. Tebboune sur son compte Twitter. «A cette occasion commémorative d'un anniversaire qui marque parmi tant d'autres la résolution et la détermination pour le recouvrement de la souveraineté nationale, je m'incline à la mémoire de nos glorieux martyrs», a ajouté M. Tebboune.

lequel évolue notre diplomatie ne saurait être exhaustive sans évoquer les menaces directes visant à affaiblir l'Algérie, par le biais d'une guerre de quatrième génération dans le cadre d'un vaste plan ciblant, au-delà de l'Algérie, l'Afrique et le Moyen-Orient», avait-il poursuivi. Les positions de l'Algérie sont systématiquement réaffirmées par le Président Tebboune, comme lorsqu'il rappelle que notre pays ne tolère aucune ingérence dans ses affaires internes tout en étant disposé à établir des liens fondés sur le respect mutuel et à s'engager au respect total du principe de l'égalité souveraine des Etats. L'événement phare de l'activité diplomatique en 2022 sera la réunion de la Ligue arabe que l'Algérie organisera en mars à Alger. Ce sera le Sommet arabe pour la Palestine. En 2022, également, comme l'a annoncé le Président Tebboune, place à l'économie.

Lakhdar A.

Voir sur Internet www.lnr.dz.com

Maroc, Libye, Niger, Sahel, Mali

Politique de forceps de Tebboune

Cela fait deux ans déjà que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune est à la tête de l'Etat. Durant cette courte période, le Chef suprême a su redonner le blason d'or à la politique extérieure et repositionner avec puissance, intelligence et sagesse l'Algérie dans son jadis jardin.

Dans un contexte mondial pétri par de nouvelles formes de guerres et d'enjeux géopolitique et géostratégique, notamment à travers le rebondissement des anciens conflits et le recours à la force à des fins purement stratégiques, le Grand Maghreb, le Sahel et même l'Afrique n'ont pas dérogé à la règle.

C'est ainsi que des pays tels que le Mali, le Niger ou encore la Libye et la Tunisie ont été la cible de cette vague satanique acharnée, et que des rivalités et des ingérences étrangères commençaient à s'abattre, et c'est ainsi que le Maroc a ciblé l'Algérie en faisant appel à l'entité sioniste pour s'acaparier des terres sahraouies



■ Face à des situations explosives, le Président Abdelmadjid Tebboune, a su comment remettre l'Algérie sur la bonne voie, tout en lui redonnant sa véritable position sur les plans régional et international. (Photo : D.R)

d'une manière définitive. Le grand retour d'Alger sur le plan régional et international a été très déterminant pour la sauvegarde de la région et fatal pour le colonisateur marocain.

Une nouvelle redéfinition sécuritaire, économique, politique et stratégique et un nouvel engagement plus serein, ferme et puissant a vu le jour grâce à l'intervention et à la vision du président de la République.

Face à des situations explosives, le Président Abdelmadjid Tebboune, a su comment remettre l'Algérie sur la bonne voie, tout en lui redonnant sa véritable position sur les plans régional et international. Sur le dossier malien, le Chef de l'Etat a remis les pendules à l'heure en s'engageant corps et âme avec les frères maliens, ces derniers épuisés par l'ingérence militaire française qui

n'a fait qu'aggraver davantage la situation sécuritaire du territoire malien.

En s'interposant avec force et sagesse, la politique menée par le président de la République au Mali a créée un équilibre politique et tribal malien. L'Accord d'Alger est aujourd'hui au centre d'intérêt malien et au cœur de la politique malienne.

En juin 2021, Abdelmadjid Tebboune avait déclaré dans une interview accordée au magazine français *Le Point* que l'Algérie ne laissera jamais le Nord du Mali devenir un sanctuaire pour les terroristes.

Quelques mois après, la France a retiré ses troupes militaires au Nord du Mali et ce, suite aux pressions politiques et diplomatiques exercées par Alger.

Au Niger, cet autre dossier pour Alger, ici les fruits récoltés par la

vision de Tebboune sont visibles. En juillet 2021, les échanges commerciaux ont repris de fort belle manière entre l'Algérie et le Niger suite à la réouverture des frontières, annonçant un grand rebondissement dans les relations économiques, politiques et stratégiques entre les deux Etats. Alors qu'en Libye, la politique menée par Abdelmadjid Tebboune a été fatale pour les acteurs étrangers qui voulaient s'acaparier des richesses libyennes notamment, l'or noir, le pétrole. L'Algérie et par la voix du président de la République a su redonner un équilibre dans cette région, avec une force et une intelligence dans le traitement des situations de chaque pays.

Sofiane Abi

Algérie-France, relations en tensions

La guerre mémorielle de Tebboune

En plus de la position accablante de la France par rapport au dossier de l'indépendance du Sahara occidental, son soutien sans limite au colonisateur marocain et ses ingérences militaires au Mali et au Niger, les propos choquants livrés en octobre passé par le Président français, Emmanuel Macron, sur l'histoire et sur l'existence de l'Algérie avant 1832, n'ont fait qu'aggraver les relations diplomatiques et stratégiques entre les deux pays, l'Algérie et la France. Trop d'erreurs françaises.

Deux ans depuis son investiture à la tête de l'Etat, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mené une politique spéciale envers l'incorrigible France au point de créer une nouvelle donnée plus dominante pour Alger. Une guerre mémorielle. Depuis qu'il est à la tête du pays, voilà deux ans déjà, Abdelmadjid Tebboune, exige une reconnaissance et une repentance par la France pour ses crimes de guerre commis durant 132 ans d'occupation, causant la mort de plus de 5,6 millions de martyrs, un lourd tribut payé par les Algériens.

Cette longue occupation française sur des terres algériennes et les millions de Chouhada tombés au champ d'honneur ne peuvent être oubliés, dont le président de la République exige aujourd'hui, avec une grande légitimité, une réparation mémorielle.

Ses décisions politiques, diplomatiques, économiques et stratégiques prises tout au long des deux années passées, ont créées un fossé côté français jusqu'à même solliciter un apaisement et une relation basée sur le respect mutuel, c'était d'ailleurs l'une des raisons du récent déplacement du ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Le Drian à Alger. Depuis les propos «politiques et électoraux» choquants du Président français touchant l'honneur de l'Algérie à travers une attaque maline et vicieuse sur son histoire et son existence, Alger a surpris tout le monde par sa réplique et ses décisions punitives.

Il s'agit de l'honneur des Algériens, a commenté le Président algérien. Réclamant haut et fort une reconnaissance mémorielle

de la part de la France, le Président Tebboune ne compte pas baisser les bras. Quelques heures seulement après les propos du Président français, Alger a interdit son espace aérien aux avions militaires français, créant d'énormes difficultés sur le plan logistique pour l'armée française et sur ses opérations militaires au Sahel. Ce n'est pas tout, Alger a décidé aussi de rappeler son Ambassadeur à Paris en guise de colère suite aux propos racistes côté français. Le 7 mai 2020, Abdelmadjid Tebboune décrète le 8 mai «Journée de la mémoire» des massacres de Sétif, Guelma et Kherrata de 1945. Grâce à sa politique, l'Algérie a restitué, en juillet 2020, sous des coups de canons, des crânes de 24 moudjahidines décapités par les forces françaises lors de la colonisation de l'Algérie, ils ont été enterrés au cimetière d'El Alia.

Mieux, la France a annoncé avant-hier quelle va ouvrir «15 ans d'avance» ses archives sur la Guerre d'Algérie, dans un nouveau pas pour apaiser les tensions entre Alger et Paris.

S. Abi

TIPASA

Cour

Report au 25 décembre du réexamen de l'affaire de l'ex-wali d'Alger Zoukh

La Cour de Tipasa a décidé, hier, de reporter pour la deuxième fois successive, au 25 décembre courant, le réexamen de l'affaire de l'ex-wali d'Alger Abdelkader Zoukh, condamné dans trois affaires de corruption à des peines allant de 4 à 5 ans de prison ferme. La chambre correctionnelle de la cour de Tipasa a décidé de réexaminer l'affaire de l'ex-wali d'Alger poursuivi dans 3 affaires de corruption, après exécution de l'arrêt de la Cour suprême qui a accepté un pourvoi en cassation contre les jugements prononcés précédemment.

Ce deuxième report du procès intervient à la demande de la défense, alors que le premier procès qui était programmé pour le 4 décembre passé, a également fait l'objet de report suite à la demande de la défense.

La Cour de Tipasa a confirmé le 15 février 2021, en appel, les jugements rendus en première instance condamnant à des peines de deux fois 4 ans et 5 ans de prison ferme, l'ancien wali d'Alger, Abdelkader Zoukh poursuivi dans des affaires de corruption. Le verdict dans cette affaire a été rendu suite à l'audience tenue le 6 février dernier, lors de laquelle le parquet a requis des peines de 10 à 15 ans de prison ferme contre l'ancien wali d'Alger pour des affaires impliquant des membres de la famille de l'ancien Directeur général de la sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel, le président de l'ex-FCE, Ali Haddad, l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout et des membres de sa famille.

Abdelkader Zoukh purge actuellement une peine de prison prononcée à son encontre en décembre dernier par le tribunal de Tipasa qui l'a condamné à des peines de 4, 4 et 5 ans de prison ferme, assorties d'une amende d'un million de DA dans chacune des affaires pour lesquelles il est poursuivi, en plus de 10 millions de DA de compensations pour les pertes subies par le Trésor public. Il a été également interdit d'occuper des postes de responsabilité au sein de l'Etat et de se porter candidat pour des postes politiques pendant 5 ans après l'expiration de sa peine. Zoukh a été poursuivi en tant que principal accusé dans l'affaire de la famille de Abdelghani Hamel (son épouse, son fils Chafik et sa fille Chahinez), pour «dilapidation délibérée de deniers publics par un fonctionnaire», «utilisation illégale de biens et de deniers publics qui lui ont été confiés en vertu de sa fonction», «abus de fonction et violation des lois et règlements dans le but d'obtenir d'avantages pour un tiers». Pour ce qui est des charges retenues contre Zoukh dans l'affaire de Ali Haddad, l'ancien président du FCE (témoin dans l'affaire), elles portent sur l'«abus de fonction et octroi d'indus privilèges». Dans l'affaire relative à l'octroi de privilèges à la famille Mahieddine Tahkout, Zoukh a été poursuivi pour «octroi délibéré de privilèges non justifiés à un tiers lors de la conclusion d'un marché et d'accords illégaux, corruption dans l'attribution de marchés publics et de contrats, dilapidation de deniers publics, abus de fonction, conflit d'intérêts, agrément d'exonérations fiscales et de réductions sans justificatif légal».

Agence

BRÈVE

Conseil de la Nation

L'Algérie a franchi un pas important dans le processus d'édification démocratique

Le Président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil, a affirmé vendredi que l'Algérie était sur la bonne voie pour consacrer la culture de l'Etat, après avoir franchi un pas important dans le processus d'édification démocratique.

Dans un entretien accordé à la télévision publique algérienne, à la veille du 61^e anniversaire commémorant les manifestations historiques du 11 décembre 1960, et qui coïncident avec le 2^e anniversaire de l'élection de M. Abdelmadjid Tebboune, président de la République, M. Goudjil a indiqué que l'Algérie était sur la bonne voie pour consacrer la culture de l'Etat après avoir franchi un pas important dans le processus d'édification démocratique à travers les réalisations accomplies durant les deux dernières années. M. Abdelmadjid Tebboune, a-t-il souligné, «a doté l'Algérie d'une Constitution exemplaire et s'est attelé, depuis son accession au pouvoir, au parachèvement des institutions de l'Etat en menant à bien le processus électoral des législatives et des locales outre la mise en place d'une Cour constitutionnelle, et en instaurant une véritable pratique démocratique où l'opposition a sa place, ce qui consacre le concept de l'Etat pour tous». Concernant les manifestations du 11 décembre 1960, M. Goudjil a précisé qu'elles «constituent une étape importante de la Guerre de libération qui a entraîné la chute de six gouvernements français et la IV^e République», rappelant que les tentatives du Général De Gaulle à l'époque pour étouffer la révolte populaire, étaient vouées à l'échec.

Agence

Abdelmadjid Tebboune, deux ans après Un bilan économique au goût de l'espoir !

Deux années après son élection, le 12 décembre 2019, le président de la République Abdelmadjid Tebboune, dit continuer de croire que la nature ambivalente de son programme du renouveau économique est extraordinaire, malgré le contexte sanitaire et économique complexe.

Une situation qui occupe depuis mars 2020, une bonne partie de ses discours qu'il prononçait «avec franchise» pour alerter la population sur les ravages de la pandémie sur le plan économique, sans pour autant l'inquiéter. Le dispositif de confinement, la fermeture des frontières et le couvre-feu ont bloqué pendant des mois des pans entiers de l'économie nationale et privant des travailleurs de leurs emplois et des familles de leurs revenus. C'est dans ce contexte de forte inflation, de grogne sociale et de perspectives de croissance plus ou moins sombres que le Président Tebboune décide de mener une nouvelle politique de rigueur pour sauver l'économie nationale d'un naufrage certain.

De grands chantiers de réformes économiques et réglementaires qui font partie du train des actions à mener conformément au Plan de la relance économique sont lancés. Un premier pas bénéfique, toutefois insuffisant, pour rompre avec les arcanes d'une gestion financière et économique calamiteuse.

En effet, plusieurs événements ont cadencés ses deux premières années à la tête du pays et marqueront probablement les années à venir.

Durant ces deux années de lutte contre la Covid-19, le chef de l'Etat a pris des décisions «audacieuses» en faveur du pouvoir d'achat, des entreprises et de l'économie. Des décisions qui n'étaient pas, selon certains experts, «visionnaires» en raison de la vulnérabilité financière du pays depuis quelques années.

Aujourd'hui, le Président Tebboune souffle sa deuxième bougie à la tête du pays, mais il n'a sûrement pas la tête à la fête, avec en ligne de mire la concrétisation du projet de reconstruire une nouvelle République et de réinventer un modèle économique contributif et résilient. Ce qui est sûr, un Président ne peut «satisfaire tout le monde» et faire seul face au remous du monde.

Depuis deux, il n'a cessé d'appeler à «travailler ensemble pour reconstruire l'Etat», et mener des réformes compatibles entre les pouvoirs publics et l'entreprise. Il a pris en main le processus de gestion de la crise sanitaire et des crises en cascades qui ont marqué l'Algérie ces deux dernières années.

Son exemple le plus remarquable du chef de l'Etat étant la décision de réformer le système des subventions publiques généralisées



■ Tebboune : «L'Accord d'Association entre l'Algérie et l'Union européenne (UE) doit être révisé clause par clause et en fonction d'une vision souveraine et d'une approche gagnant-gagnant». (Photo : DR)

et l'institution d'une allocation chômage en faveur des primo-demandeurs d'emplois. C'est un saut qualitatif et surtout nécessaire pour instaurer la justice sociale dans le pays. Il a tracé les grandes lignes de sa réforme économique et financière et dressé les perspectives du futur en misant sur la bonne gouvernance pour éradiquer la corruption et la fraude, solidement enracinées dans tout le pays. Ainsi affronter en première ligne certains lobbys qui font la loi sur le marché économique et commercial depuis des années. Il a promis de mener une véritable offensive pour assainir le secteur financier à commencer par la modernisation du secteur bancaire et douanier pour plus de transparence, de traçabilité, mais surtout pour restaurer la confiance des clients. Convaincre les acteurs de l'informel à intégrer le circuit formel. Le Président Tebboune a fait état de plus de 10.000 milliards de dinars circulant hors circuits bancaires, regrettant l'implication de certaines parties dans la dégradation des indicateurs financiers et économiques du pays, paralysant toutes les initiatives d'assainissement de l'écosystème des affaires du marché national. Il a évoqué la bureaucratie associée, la spéculation, les rentiers et les faux investisseurs. Les «ennemis du progrès».

Il est temps de «d'aller de l'avant», dit-il dans un message clair lors d'une rencontre avec les médias locaux, affirmant que «tous nous incite à agir de rigueur». Il a pris des choix difficiles, mais porteurs, selon de nombreux experts financiers qui ont salué son refus catégorique de recourir à l'endettement extérieur et à la planche à billet pour financer l'économie et couvrir les déficits.

Pour un nouveau cap économique et financier

Pour le chef de l'Etat, il n'y a pas de meilleur moment pour engager la réforme globale du secteur financier, malgré la situation financière difficile. Son objectif est de sortir de la politique de la

rente (des hydrocarbures) et œuvrer pour rééquilibrer les comptes publics à travers la mise en place d'un nouveau recadrage macro-économique.

Grâce à sa détermination et son implication, il a réussi avec son Gouvernement à réduire la facture des importations qui a continué à baisser pour «atteindre 30,4 milliards de dollars à la fin de l'année en cours», insistant sur l'urgence d'impulser l'investissement pour soutenir la croissance économique du pays, devant atteindre «3,3% en 2022 avant de se stabiliser en 2023 et 2024 à près de 3%».

«L'année prochaine connaîtra une amélioration des indicateurs de la performance de l'économie nationale à la faveur des réformes opérées et des mesures incitatives prises», a-t-il souligné lors de l'un des Conseil des ministres. Parmi les décisions pour améliorer les indicateurs macro-économiques, le chef de l'Etat a ordonné la réforme de certains indicateurs financiers (IRG, IBS, TVA et IFU) pour venir en renfort aux ménages nécessaires, mais aussi aux entreprises déficitaires. En plus du soutien financier estimé à des milliards de dinars, le Président Tebboune a enjoint la libération de l'acte d'investir et venir à bout des obstacles administratifs, réglementaires et financiers auxquels sont confrontées les entreprises publiques ou privées.

Il veut forger un climat des affaires idéal où le secteur public et privé marche en duo et en même temps s'affronter en duel pour stimuler la production nationale, générer de l'emploi et de la devise.

Le Magistrat suprême du pays a dû amender plusieurs textes de loi pour les adapter au contexte actuel, mais surtout pour répondre aux doléances des opérateurs économiques qui se plaignent de la bureaucratie.

Il mise aussi sur la compétence algérienne visionnaire pour faire émerger l'économie nationale. Le Code de l'investissement, la réglementation des changes, la

réglementation douanière, une nouvelle loi sur la spéculation, projet de loi sur le partenariat public-privé... Il a réinventé en seulement deux ans un nouvel arsenal juridique pour accompagner et encadrer l'activité économique. Tout en restant vigilant quant aux facteurs exogènes qui peuvent faire échouer ses efforts.

Remettre les pendules à l'heure des défis économiques internationaux

Après seize ans d'application, le Président Tebboune reconsidère la relation économique entre l'Algérie et l'Union européenne et décide de mettre sur la table le dossier des Accords d'association avec l'UE. Des pactes qui sont en défaveur de l'économie nationale et qui ont creusé le déficit de la balance des paiements. Sans détour, il a appelé à revoir les Accords d'associations et les adapter aux intérêts communs des deux parties.

«L'Accord d'Association entre l'Algérie et l'Union européenne (UE) doit être révisé clause par clause et en fonction d'une vision souveraine et d'une approche gagnant-gagnant», a-t-il affirmé.

Sans équivoque. Un autre pas important franchi par le chef de l'Etat qui ne veut plus se contenter de la bilatéralité des relations économiques avec la Rive Sud, il se tourne vers le Sud du pays et les pays africain.

Il a signé l'Accord de la Zone de libre-échange intercontinentale africaine (ZLECAf) dans le but de renforcer la coopération régionale et surtout se repositionner sur le continent.

Cette opportunité a ouvert l'appétit du président qui a décidé aussi d'ouvrir, malgré la menace sécuritaire, les frontières avec la Libye, le Niger pour encourager les échanges commerciaux.

Il a aussi ordonné l'accélération de la route transsaharienne et du Gazoduc Transsaharien. Ainsi le Président Tebboune imprime les marques de sa nouvelle politique régionale et même internationale.

FONDS

Environnement mondial

13,6 millions dollars en faveur de la FAO

Le Fonds pour l'environnement mondial a approuvé le versement de 13,6 millions dollars à destination de projets menés par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans huit pays, a indiqué la FAO sur son site web.

Les projets porteront sur des enjeux environnementaux urgents, notamment la dégradation des terres et l'érosion des sols, l'appauvrissement de la biodiversité, la pêche non durable et les conditions de production des aliments, qui affectent la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de centaines de milliers de personnes dans le monde entier. «Pour transformer les systèmes agro-alimentaires mondiaux, il importe particulièrement de prévenir les dégradations et de les inverser», a indiqué le Directeur général de la FAO M. Qu Dongyu.

Et d'ajouter : «Ces projets s'inscrivent dans une nouvelle démarche d'envergure visant à protéger et à renforcer nos ressources afin d'améliorer la production, la nutrition, l'environnement et les conditions de vie pour tous.»

Les derniers projets approuvés par le Fonds aideront les pays et les communautés à restaurer des paysages terrestres et maritimes dégradés, à adopter des pratiques plus durables et capables de résister aux aléas climatiques, et à élargir la coopération régionale.

Destinés à être financés conjointement et mis en œuvre en partenariat avec les gouvernements de la Barbade, de Cabo Verde, du Guyana, des Iles Marshall, de la Malaisie, du Suriname, de la Thaïlande et de la Trinité-et-Tobago, les projets bénéficieront directement à plus de 135.000 personnes et remettront en état plus de 4.5150 hectares de paysages dégradés.

Cette initiative cruciale, qui coïncide avec l'année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanales, permettra d'améliorer la gestion globale de plus de 5 millions d'hectares d'habitats terrestres et marins et de ramener le stock ichtyologique surexploité, qui se chiffre actuellement à 37.000 tonnes, à des niveaux plus durables.

Depuis décembre 2018, la FAO a mobilisé auprès du Fonds plus de 580 millions dollars de financements destinés aux Etats membres, notamment dans le cadre des derniers projets en date qui bénéficient à plus de 4,6 millions de personnes, ce qui fait de l'Organisation l'un des quatre principaux organismes partenaires du Fonds dans le monde.

INFO EXPRESS

Emirats arabes unis

Le week-end passe au samedi-dimanche

Les Emirats arabes unis ont décidé de faire passer leur week-end de vendredi-samedi à samedi-dimanche et d'instaurer une semaine de travail de quatre jours et demi, dans un souci notamment de compétitivité, a rapporté mardi l'agence de presse officielle WAM. La décision de la fédération, l'un des pays les plus riches et influents du Golfe, a été prise pour des considérations économiques. « D'un point de vue économique, la nouvelle semaine de travail permettra aux Emirats arabes unis de mieux s'aligner avec les marchés internationaux », indique l'agence WAM. « Cela assurera une fluidité dans les transactions financières, commerciales et économiques avec les pays qui suivent le week-end du samedi-dimanche, renforçant (...) les opportunités pour des milliers de compagnies internationales basées aux Emirats », a-t-elle ajouté, précisant que cela permettra ainsi « d'augmenter les performances en matière de compétitivité » du pays.

Formation

La prise en charge des handicapés, une priorité pour le secteur

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi a affirmé, jeudi dernier à Alger, que la formation destinée aux personnes aux besoins spécifiques constituait « une priorité » dans la politique du secteur, appelant les chefs d'entreprises à accueillir les apprentis handicapés et à leur donner la chance d'acquérir des connaissances et un savoir-faire. Dans son allocution lors d'une cérémonie organisée à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des handicapés, au Centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA), Saïd Belalem de Kouba, en présence de la ministre de la Solidarité nationale, Mme Kaouter Krikou et du ministre de la Jeunesse et des sports, Abderezzak Sebgag, M. Merabi a souligné que la formation professionnelle des personnes handicapées constituait « une priorité » dans la politique du secteur.

La vente en ligne des médicaments

Le Conseil national de l'Ordre des pharmaciens monte au créneau

La vente en ligne, sur les pages web et réseaux sociaux, des médicaments a été dénoncée par le Conseil national de l'Ordre des pharmaciens (Cnop) et le Syndicat national des pharmaciens d'officine (Snaop), indique vendredi un communiqué de ces deux Organisations professionnelles.

« La Commission nationale de coordination Cnop-Snaop dénonce la vente en ligne, sur les pages web et réseaux sociaux, des médicaments, notamment ceux introduits de manière frauduleuse sur le territoire national, ce qui constitue un danger réel pour la santé de nos concitoyens par l'introduction de produits prohibés, non autorisés ou contrefaits », précise la même source.

La commission qui s'est réunie au niveau du siège de l'Ordre des pharmaciens « dénonce aussi la vente concomitante par certains distributeurs et la vente en packs imposées aux pharmaciens, notamment lorsqu'il s'agit de mé-



dicaments essentiels en rupture ou sous tension », ajoute le communiqué, déplorant également « la perturbation du marché du médicament, causée par certains spéculateurs, notamment par la rétention des produits ». Exigeant « le respect des pratiques commerciales et déontologiques par

les laboratoires et établissements pharmaceutiques », la Commission nationale de coordination Cnop-Snaop « dénonce les pratiques déloyales, entre autres le compéragé, la concurrence antidéontologique et la recherche de la clientèle par des procédés réprimés par la loi ».

INFO EXPRESS

Prix OAPEC pour la recherche scientifique 2020

Deux Algériens primés

Deux chercheurs algériens ont remporté le prix de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OAPEC) pour la recherche scientifique de l'année 2020, a indiqué un communiqué du ministère de l'Energie et des Mines. Il s'agit du Dr. Laid Gueriche et de Mohamed Boucena de l'Université de Jijel pour leurs recherches liées aux répercussions environnementales et économiques du torchage du gaz associé. Dr. Amel Tebani de l'université d'Alger a obtenu, pour sa part, la deuxième place pour sa recherche liée à l'application des mécanismes de tarification du carbone sur les sources énergétiques. L'annonce des résultats des travaux du comité du prix « OAPEC » pour la recherche scientifique 2020 est faite lors de la 107ème réunion du conseil des ministres de l'OAPEC tenue jeudi par visioconférence. Présidée par le ministre saoudien de l'Energie, l'émir Abdelaziz Ben Salmane, la réunion à laquelle à pris part le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a abordé les voies et moyens de relancer et développer l'activité de l'Organisation, dont le développement de la formation et des stages.

Covid -19

Aucun décès ni infection par le variant «Omicron» enregistré en Algérie

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a affirmé vendredi, à Alger, qu'aucun cas de décès ni de contamination par le nouveau variant «Omicron» n'a été enregistré en Algérie, appelant les citoyens à se faire vacciner pour renforcer la prévention et la protection collective. Dans une déclaration à la presse à l'issue de sa participation à une rencontre orga-

nisée par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme à l'occasion de la Journée internationale des volontaires, le ministre a affirmé que « les analyses effectuées par l'institut Pasteur en coordination avec les experts ont démontré qu'aucun décès ou infection par le nouveau variant n'a été enregistré », estimant qu'il n'y a pas

lieu de craindre ce nouveau variant, car moins dangereux que le Delta, selon les experts. Regrettant le faible engouement des citoyens pour l'opération de vaccination, le ministre de la Santé a qualifié de « très faible » le taux de 27% de personnes vaccinées par rapport aux doses de vaccin disponibles. M. Benbouzid a annoncé, à cet égard, le lancement, la semaine pro-

chaine, d'une campagne de vaccination de grande envergure, et ce, en coordination avec le ministère de l'Éducation nationale et d'autres secteurs concernés au profit des employés et des enseignants des établissements éducatifs du cycle primaire, soulignant que la vaccination est « le meilleur moyen de protéger la santé des citoyens contre cette pandémie ».

Solidarité

Appel à la coordination des efforts pour la promotion du volontariat

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouther Krikou, a appelé, avant hier à Alger, à « l'impérative coordination » des efforts de tous les acteurs relevant des secteurs concernés et de la société civile en vue de la promotion du volontariat. Lors d'une rencontre organisée à la forêt de « Bainem » à l'occasion de la journée mondiale du bénévolat, Mme Krikou a insisté sur « la participation de tous les acteurs dans les travaux d'intérêt général afin de préserver l'environnement à travers l'organisation de campagnes de boisement et de nettoyage de l'environnement ». Après avoir mis en

avant le rôle des associations qui poursuivent leurs travaux de bénévolat sur le terrain afin de venir en aide à la société lors de chaque occasion, la ministre a souligné l'importance de conjuguer les efforts de tous les secteurs concernés dans les travaux d'intérêt général à l'instar des campagnes de don de sang et de sensibilisation à l'importance de se faire vacciner contre le covid-19. Lors de cette rencontre qui a vu la participation des enfants des centres spécialisés, il a été procédé à l'organisation d'une campagne de boisement de près de 200 arbustes, outre le nettoyage, la collecte et le tri de déchets avant de les en-

voyer aux entreprises spécialisées dans le recyclage, en sus de deux campagnes de don de sang et de vaccination anti-covid19. Pour sa part, la chargée de communication à la Direction des forêts et de la Ceinture verte de la wilaya d'Alger, Khadija Hallas, a rappelé le "programme national ambitieux" tracé par le secteur des forêts pour le renforcement des campagnes de reboisement, soulignant la poursuite, samedi, des opérations de boisement au niveau de la forêt de « Bainem » à l'occasion de la journée mondiale coïncidant au 11 décembre, et ce, dans l'objectif d'atteindre un total de 500 nouveaux arbustes.

Demande d'aide financière

Homme, sans revenu, handicapé, diabétique, marié, demande à toute âme charitable de lui venir en aide financièrement afin de lancer un petit projet (vendeur ambulant) pour pouvoir subvenir aux besoins de ses enfants.

Allah Le Tout-Puissant vous le rendra.

MOB : 07 82 51 96 83

Demande d'aide financière

Dame cancéreuse, démunie, demande à toute âme charitable de lui venir en aide financièrement afin d'effectuer des examens médicaux (échographie, analyses etc.)

MOB : 05 59 31 19 67.

Hamede Ag Eddine, humanitaire de Kidal, à *La Nouvelle République* :

«Personne ne peut occulter l'importance de l'Accord d'Alger»

Hamede Ag Eddine est un humanitaire dans une organisation non gouvernementale de l'ONU à Kidal, nord du Mali. Il évoque dans cet entretien l'Accord d'Alger pour la paix et la réconciliation au Mali, et l'importance de son application.

La Nouvelle République : La médiation internationale œuvre pour l'application de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Peut-on parler d'une reconnaissance des efforts diplomatiques de l'Algérie ?

Hamede Ag Eddine : Depuis quelques années maintenant, la communauté internationale peine à trouver des solutions pour accélérer la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger. De nombreux facteurs surgissent presque chaque année qui entravent de façon considérable cette accélération. Le dernier gouvernement issu d'élections démocratique s'est heurté à une contestation politico-sociale et a fait de sa survie politique une priorité au détriment de l'APR (accord pour la paix). La frange politique de cette contestation a fait de son opposition à la mise en œuvre de l'APR et de la mauvaise gestion du gouvernement d'IBK le fer de lance de sa contestation. Cette opposition a empêché l'ancien régime de connaître des avancées dans la mise en œuvre de l'APR malgré les pressions de la communauté internationale. Après la chute de ce régime par un putsch militaire, la longue instabilité politique au sommet de l'état ne permet pas à la communauté internationale d'exercer ses pressions sur des gouvernements instables et volatiles. A tous ces facteurs s'ajoute une mauvaise volonté des parties signataires maliennes notamment la partie gouvernementale responsable de la mise en œuvre d'un accord pas encore approprié par les populations et qui risque de provoquer la colère de la rue dont tous convoitent les voix aux prochaines élections. La mise en œuvre de l'accord nécessite impérativement des réformes politiques et institutionnelles auxquelles s'opposent une bonne partie de certains partis politiques. Au vu de ces circonstances, l'accord pour la paix et la réconciliation n'a pas eu une avancée, et on ne peut pas occulter le fait que les efforts de ce pays voisin ont beaucoup contribué à l'adoption d'abord de cet accord mais aussi dans la gestion de tous les différents blocages qu'il a connu.

Comment l'Accord d'Alger est vu au Mali ?

Au Nord du Mali, l'accord est une priorité pour les populations et considèrent qu'il est le meilleur parti qu'elles peuvent tirer pour



■ Région nord du Mali (Kidal)

le moment. Ces deux parties du pays ont également en commun le fait qu'elles ne sont pas satisfaites par cet accord qui selon beaucoup d'acteurs, leur a été imposé par la communauté internationale.

Qu'est ce qui retarde l'application de l'Accord d'Alger ?

Plusieurs facteurs s'associent pour former le frein de l'application de l'APR. Les meilleures avancées dans la mise en œuvre de l'accord ont été constatées durant le mandat du dernier gouvernement issu d'élections.

Depuis lors, il y a une succession de gouvernements issus du putsch militaire d'où une instabilité politique au sommet de l'état mais aussi un changement récurrent des interlocuteurs de la communauté internationale.

Ces gouvernements de transitions manquent de légitimité pour mettre en œuvre les réformes sécuritaires, politiques et institutionnelles qui permettront des avancées dans les grandes lignes de l'accord.

Ces gouvernements de transitions manquent également de volonté à organiser des élections et retardent l'échéance des délais fixés par la communauté internationale à travers la CEDEAO.

Au Delas ces facteurs, il y a aussi une mauvaise volonté de tous les acteurs à avancer sur certains points clés de l'accord qui risquent de les confronter à leurs populations respectives. La situation sécuritaire n'aide pas également la mise en œuvre de l'accord. Les groupes terroristes attaquent de

façon quotidienne les forces gouvernementales et internationales et redessine par conséquent les priorités du pays.

La communauté internationale se heurte aussi au souverainisme malien devenu récemment un slogan de contestations contre les actions de la communauté internationale en général et limite son champs d'action.

L'accord d'Alger évoque le recrutement des opposants armés de l'Azawad par l'armée. Cela favorise-t-il un meilleur combat contre le terrorisme dans l'Azawad ?

A mon humble avis, le recrutement des combattants dits de l'Azawad ne peut qu'être bénéfique pour la lutte anti-terroriste dans la zone du sahel pour bien de raisons. Certains mouvements armés signataires de l'Azawad ont participé auprès des opérations SERVAL et BARKHANE dans la lutte anti-terroriste entre 2013 et 2017.

Cette lutte discrète s'est soldée par l'assassinat de beaucoup d'officiers de ces mouvements. Après ces pertes humaines et matérielles, ces mouvements ont adopté une politique de non-agression avec les groupes terroristes car pour beaucoup d'entre eux.

C'est un combat d'ont-ils n'ont pas les moyens et qui ne contribue en rien à l'atteinte de leurs objectifs. Pour eux, la communauté internationale ne semble pas vouloir leur octroyer ni un soutien logistique ni une reconnaissance diplomatique pour motiver ces mouvements à participer de façon effec-

tive à la lutte anti-terroriste. L'intégration de ces combattants dans l'armée régulière contribuera fort bien à la lutte anti-terroriste car les combattants de ces mouvements maîtrisent le terrain sur lequel évoluent les groupuscules terroristes et maîtrisent les aléas sociaux qu'implique ce combat en utilisant les moyens conventionnels de l'état et la légitimité de l'armée nationale.

L'Accord d'Alger évoque la nécessité du développement économique au Nord du Mali. Parlez-nous des conditions socio-économiques dans la région.

La situation socio-économique dans la région est bien à l'image de l'état sécuritaire de ladite région. Les services sociaux de base tel que l'éducation, la santé, l'eau et l'électricité sont quasi-inexistants depuis 2012. La présence de l'état et de ses services techniques est le plus grand défi de cette décennie au Nord du Mali. Les organisations humanitaires internationales sont seules dans ce combat mais sont aussi affectés par l'insécurité. Les routes sont inexistantes, certaines régions comme Kidal sont coupées du reste du Pays et ne sont reliées par aucune route.

Les populations sont livrées à elles-mêmes tant sur le plan sécuritaire que sur le plan économique. L'élevage et la pêche restent les activités économiques majeures des populations mais connaissent aussi des difficultés à cause du réchauffement climatique grandissant.

L'action militaire dans la région, Mali, Niger et Burkina est aujourd'hui, dénoncé par les populations pour quelles raisons d'après vous ?

L'action militaire de façon générale n'est pas tout à fait contestée dans ces pays. Il y a une réaction à l'inefficacité de l'action militaire française dans la zone.

Les populations de ces pays estiment que l'armée française est suffisamment équipée et à user de suffisamment de temps pour mener à mal les groupes terroristes dans le sahel.

Un résultat encore loin aussi pour les forces françaises que locales. Il y a un sentiment anti-français grandissant car beaucoup estiment que l'ancienne puissance coloniale est plus engagée dans ses intérêts stratégiques que dans la lutte anti-terroriste.

Au-delà ce sentiment anti-français, tous les observateurs s'accordent pour dire que l'action militaire au Sahel doit avancer parallèlement avec une action de développement durable car c'est dans la misère des populations locales que le terroriste tire ses ressources.

Entretien réalisé par T.E.

contribution

7

Nouveaux enjeux stratégiques

Maîtrise de l'intelligence économique et son impact sur la nouvelle architecture des relations internationales



Pr des universités, expert international
Dr Abderrahmane Mebtoul



Les informations collectées permettent de construire une conviction au fil du traitement et non de confirmer l'opinion erronée qu'un acteur pourrait initialement avoir. Une étape d'expression du besoin formalisée permet de « cibler » la recherche en définissant un périmètre limité, étape indispensable pour éviter l'accumulation de données inutiles et donc se parer d'une surcharge informationnelle contre productive. L'ensemble des champs qui complètent l'Intelligence économique, comme, la gestion des connaissances, la protection des informations, le lobbying, peuvent être regroupés dans le concept global d'Intelligence stratégique.

L'intelligence économique intègre deux dimensions supplémentaires par rapport à la veille : la prise de décision et la connaissance de l'information. Le modèle d'Intelligence Economique recouvre en trois concepts. Nous avons d'abord les données qui sont des nombres, des mots, des événements existants en dehors d'un cadre conceptuel de référence. Ensuite nous avons l'information qui est l'accumulation de données, traitées et transformées qui deviennent des informations, validées et confrontées, qui commencent à avoir un sens. Enfin nous avons la connaissance qui est l'ensemble d'informations interprétées qui permet de prendre des décisions. Les passages par ces trois concepts se fait de la manière suivante. Je veux la bonne information au bon moment.

Pour cela il faut définir des objectifs ; rechercher et collecter des données ; trier et stocker les données et enfin disposer d'informations pertinentes. Comment puis-je rendre l'information utile ? Une fois les objectifs globaux en matière d'information arrêtés, et les missions de recherche, collecte, tri et stockage validées, il faut analyser l'information, exploiter les résultats de manière à faire ressortir les aspects aidant à la prise de décision. Dès lors se pose le passage de la connaissance à l'intelligence. Il faut faire évoluer la culture des managers tant politiques, militaires qu'économiques. Le système de prise de décision n'est pas un système figé. Il doit s'adapter et évoluer dans le temps, pour cela il faut partager l'information, évaluer la qualité et la pertinence des décisions et se remettre en question. Pour faire de l'intelligence économique un véritable avantage concurrentiel, il est indispensable de l'intégrer aux fonctions de l'administration et de l'entreprise. L'approche processus permet une meilleure coordination des étapes pour profiter au maximum du

L'objet de cette brève contribution, engageant la sécurité nationale, est une synthèse de mes nombreuses contributions nationales et internationales sur ce sujet entre 1980/2021. Le monde est à l'aube d'un profond bouleversement géostratégique tant dans le domaine économique, social que sécuritaire, où en ce XXI^e siècle le culturel sera déterminant, modifiant les comportements et profondément les relations internationales.

gisement informationnel en vue d'actions efficaces sur l'administration ou l'entreprise ou son environnement du fait d'interactions complexes. C'est que l'information devient un enjeu stratégique pour la sureté de la Nation L'information n'est pas un bien comme les autres. Une Nation ou une entreprise sera meilleure que ses concurrents si elle possède, avant les autres, les bonnes informations au bon moment, qu'il s'agisse de connaissance des marchés, d'informations juridiques, technologiques, normatives ou autres. Pour creuser son avantage compétitif, une Nation ou une entreprise doit pouvoir créer une asymétrie d'information à son avantage. Les systèmes d'information jouent un rôle majeur pour supporter les processus d'intelligence économique. Le système d'information utilise des outils pour gérer la partie automatisée du processus d'intelligence économique, ainsi que les interactions avec les autres processus et applications d'entreprise. Les outils sont les NTIC.

Les TI (technologies de l'information) sont un ensemble de technologies utilisées pour aidé le SI à traiter, modifier et échanger des informations, plus spécifiquement des données numérisées. L'information circule plus vite et plus facilement grâce aux avancées technologiques permanentes (réseaux téléphoniques, fibres optiques, WIFI, GPRS, UMTS...) et à la multiplication des capacités de stockage, de traitement et de manipulation. Qu'apporte l'intelligence économique pour une entreprise ou un Etat ? La réponse à cette question passe par l'analyse des enjeux politiques, économiques et

technologiques. Pour les enjeux politiques, la connaissance qui en résulte aide les dirigeants dans la planification des actions futures de leurs organisations. En effet, le système d'intelligence économique japonais s'est progressivement mis en place depuis l'ère Meiji. A l'origine, la mobilisation des élites nippones sur la question de l'économie s'est faite dans une vision protectrice : préserver l'indépendance du Japon face aux exigences commerciales des puissances occidentales. Tous les gouvernements reconnaissent qu'ils utilisent l'intelligence économique dans la promotion de leur développement économique : Russie, Chine, France, Allemagne, USA ou de certains pays émergents. Concernant les enjeux économiques, nous avons les retombées directes et indirectes souvent difficilement quantifiables. Parmi les retombées directes, l'accroissement du nombre de brevets déposés par la société qui permet à un pays d'accroître le transfert de technologies et optimiser sa chaîne recherche-développement-production. La sécurité économique fait partie intégrante de la sécurité nationale au même titre que la sécurité militaire incitant les gouvernements à appuyer les entreprises dans leur quête de compétitivité pour la défense de l'intérêt national. C'est aussi pour cette raison que les gouvernements apportent leur assistance dans l'enseignement et l'éducation des dirigeants d'entreprise, afin qu'ils utilisent l'intelligence économique pour renforcer leur habilité en matière de gestion. D'où l'appui aux entreprises pour l'accès au volume important d'informations

sur le commerce international détenu par les départements et agences ministériels, les Services de renseignement et de contre-espionnage, mettant en place un service d'information économique au profit des entreprises engagées dans le commerce extérieur.

En conclusion, les messages des organisations internationales de paix, de tolérance fondés sur le dialogue productif, sont-ils des messages d'utopie ou seront-ils concrétisés dans un avenir proche pour éviter, par exemple, que la religion ne soit utilisée à des fins de tensions entre le monde musulman et l'Occident. – Islam, Judaïsme et Christianisme étant des religions de tolérance, pour ne citer que ces grandes religions monothéistes –, devant respecter toute croyance de chacun, permettront d'éviter ces chocs de civilisations préjudiciables à l'avenir de l'humanité. Comme je l'ai souvent souligné aux niveaux des conférences internationales (voir Mebtoul-American Herald Tribune Mebtoul l'Algérie face aux enjeux géostratégiques –USA- aout 2018) depuis de longues décennies, avec de nombreux intellectuels et politiques de la majorité des continents, le renforcement des relations entre l'Orient et l'Occident, la promotion des synergies culturelles, économiques, politiques, sont seules à même d'intensifier une coopération pour un développement durable et ce afin de faire de notre univers un lac de paix d'où seront bannis l'extrémisme, le terrorisme et la haine.

INFO EXPRESS

Tindouf 182 participants au 2^e festival national de l'opérette

182 étudiants, issus de différentes wilayas du pays, prennent part à la deuxième édition du festival universitaire national de l'opérette ouvert jeudi à la maison de la culture «Abdelhamid Mehri» à Tindouf. La 2^e édition du Festival national de l'opérette, rendant hommage à titre posthume au poète «Omar Bernaoui», prévoit l'animation, trois jours durant, d'une série de spectacles et de représentations théâtraux, a indiqué le commissaire du festival, Mohamed Said. Il est également prévu des ateliers de formation dans les créneaux de la scénographie, la mise en scène et l'interprétation, en plus de rencontres-débats sur le thème, en présence des cadres du secteur de la culture, de metteurs en scène et de critiques de théâtre. Pour M. Said, ce festival constitue une opportunité de promotion des activités culturelles universitaires, dont l'opérette, et de consolidation des activités théâtrales estudiantines. Cette manifestation culturelle, dont la cérémonie d'ouverture a été marquée par une cérémonie en l'honneur de la famille du défunt «Omar Bernaoui», devra donner lieu à la découverte de talents dans le domaine et contribuer à l'amélioration de leurs capacités créatrices.

Blida

Appel à la création de succursales bancaires à l'étranger

Un appel à l'ouverture de succursales bancaires à l'étranger pour faciliter les transactions commerciales, notamment dans les pays africains, a été lancé jeudi à Blida par des opérateurs économiques à la clôture des activités du Salon régional de la production et de l'exportation.

Les participants à cet événement économique, ouvert lundi dernier, par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, ont cité, parmi les principales contraintes rencontrées lors des opérations d'exportation, l'absence d'agences bancaires algériennes à l'étranger. Ils ont, à ce titre, exprimé leur souhait quant à la prise en charge de cette doléance. Les recommandations ayant couronné cette rencontre économique et commerciale ont porté, entre autres, sur la mise en place d'un guichet unique qui regroupera les opérateurs intervenant dans le domaine de l'export, à l'instar des services du commerce, des douanes et des banques. La directrice régionale du commerce, Samia Ababsa, a indiqué que plusieurs objectifs fixés par les organisateurs de cet événement économique ont été atteints. Il s'agit, notamment, de la conclusion, par de nombreuses entreprises productrices, de marchés pour la commerciali-



sation de leurs produits dans des wilayas du sud, dont Tindouf et Tamanrasset, et la signature d'accords avec des spécialistes dans l'export. La Chambre de commerce et d'industrie de la wilaya de Blida et son homologue de Béchar ont convenu d'un accord de commercialisation des produits, fabriqués par des entreprises économiques de Blida, dans certains pays africains, à savoir la Mauritanie, le Niger et le Mali. Le salon a connu l'animation de journées de formation afin d'informer les participants des facilitations décidées par l'Etat pour accompagner les exporta-

teurs, en plus d'une exposition des produits algériens. Ce salon a été organisé par la direction régionale du commerce et de la promotion des exportations, en coordination avec la Confédération algérienne du patronat, le Centre arabo-africain pour l'in-

vestissement et le développement, le Club des entrepreneurs et industriels de la Mitidja, CEIMI et les chambres de commerce et d'industrie des wilayas participantes, soit Blida, Médéa, Bouira, Tizi-Ouzou et Boumerdès.

Blida

Les neiges des Monts de Chréa attirent les touristes

Les Monts de la région touristique de Chréa (Blida) sont, actuellement, le point de mire d'un nombre considérable de touristes affluant de différentes wilayas du pays, en cette période de chutes de neige, pour profiter des beaux paysages de cette réserve naturelle, notamment en empruntant le téléphérique reliant le chef lieu de wilaya à la commune de Chréa. En effet, une foule de visiteurs de différentes régions du pays, dont Alger, Tipasa, Ain Defla et Chlef, affluent, depuis plus d'une semaine, vers les massifs enneigés de Chréa, comme l'attestent les différentes plaques d'immatriculation des véhicules encombrant la RN37 d'une part, et d'autre part le nombre important des usagers du téléphérique, en période de week-end notamment. De nombreuses familles rencontrées à la station du téléphérique de Blida ont exprimé, à l'APS, leur joie de revoir enfin la blancheur immaculée des neiges recouvrant les Monts de Chréa, après une longue période de sécheresse. Une dame a assuré avoir sciemment emmené ses enfants dans une excursion à Chréa, en pleine période d'examen «pour leur permettre de re-

trouver un second souffle et de régénérer leurs forces». Une famille a, également, révélé, à l'APS, posséder un chalet à Chréa, où elle a choisi, ces jours-ci, de passer ses week-end, pour profiter au maximum, de la nature de la région, où la maman les gâte avec de délicieux plats hivernaux, comme le fameux Berkoukes, que les enfants adorent, ou des grillades en barbecue. Les enfants, qui jouaient joyeusement aux boules de neige, se sont dits «très heureux de cette sortie en pleine nature, malgré le froid glacial, vu que ça nous permet de décompresser et de nous éloigner du stress des examens», ont-ils indiqué. Une moyenne entre 3.000 à 5.000 personnes ont emprunté le téléphérique pour rejoindre les hauteurs de Chréa, durant le week-end, selon les statistiques des responsables en charge de cette installation. «L'importante affluence des visiteurs durant le week-end dernier, a contraint l'administration à prolonger ses heures de travail jusqu'à 19h30, au lieu de 16h30 habituellement», a assuré, à ce propos, le chargé de la maintenance à la station du téléphérique de Blida, Abdelhakim Bencherif.

Mostaganem

Le DGSN présente ses condoléances à la famille du Brigadier chef de police Ramdane Ramdane

Le Directeur général de la sûreté nationale, DGSN, Farid Bencheikh a dépêché à la wilaya de Mostaganem une délégation composée de cadres supérieurs de la sûreté nationale pour présenter les condoléances à la famille du défunt Brigadier chef de police Ramdane Ramdane, victime d'une agression mortelle le 6 décembre dernier, a indiqué un communiqué de la DGSN. Le directeur général de la Sûreté nationale, Farid Bencheikh a dépêché, jeudi 9 décembre 2021 à la wilaya de Mostaganem, une délégation composée de cadres supérieurs de la Sûreté nationale avec à leur tête le directeur de la santé, de l'action sociale et des activités sportives, le contrôleur de police Bou Ahmed Boubekour, pour présenter les condoléances à la famille du défunt Brigadier chef de police Ramdane Ramdane, victime d'une agression mortelle le 6 décembre 2021, a indiqué un com-



munié de la DGSN. Par ailleurs, la DGSN a présenté ses remerciements à tous les citoyens qui ont exprimé leur compassion à la Sûreté nationale via les réseaux sociaux, suite à ce fait tragique qui a endeuillé tant la famille du défunt que celle de la Sûreté nationale.

Les services de sécurité de la wilaya de Mostaganem ont arrêté 6 suspects qui ont été présentés devant le Procureur de la République qui a ordonné le placement de cinq d'entre eux en détention préventive et le placement du sixième sous contrôle judiciaire.

Présidentielles françaises

Moments choisis vus d'Algérie

Ne pas mettre ses œufs dans le même panier. Jamais adage n'a été aussi pertinent quant au rapport de l'Algérie à l'élection présidentielle française.

Avant d'esquisser quelques moments choisis d'une échéance électorale, il serait peut-être opportun de noter que le soutien de l'Algérie à la demande politique récente de personnalités politiques françaises en fin de mandat serait difficilement envisageable voire quasiment impossible et perçu comme tel notamment par ces nombreux pays africains qui veulent en finir une fois pour toutes avec l'interventionnisme militaire français en Afrique et qui considèrent par exemple l'interdiction signifiée par l'Algérie au survol de son territoire par des avions militaires en provenance de l'hexagone comme un marqueur de souveraineté dont il ne faudra jamais et sous aucun prétexte se démarquer.

Bien que de nombreux candidats issus de la droite française promettent, une fois au pouvoir, de muscler la politique étrangère de leur pays, un soutien même timide à l'actuel locataire de l'Elysée qui rappelons-le osait il y a quelques semaines de cela piétiner, pour des raisons purement politiciennes, l'histoire de l'Algérie apparaîtrait comme un parti pris pour un candidat parmi tant d'autres.

La cartographie politique actuelle de l'hexagone pourrait se résumer ainsi en cette veille électorale. Une gauche encore une fois désunie, victime de l'inexorable dérive du centre de gravité politique de l'hexagone vers la droite et qui sera encore une fois absente du second tour de l'élection présidentielle. Un bloc national divisé en deux et dont les deux figures emblématiques commencent à s'essouffler, l'une victime sans doute de l'usure d'une dynastie et de ses échecs récurrents, l'autre parti trop tôt et trop vite et qui finira sans doute mal cette impitoyable course d'endurance. Un président encore en exercice qui finira bien lui aussi par ôter son habit de chef de l'état pour revêtir celui de président sortant et de candidat auréolé de ses succès mais aussi de ses échecs et qui ne sera peut-être pas parmi ceux qu'il affectionne particulièrement, les premières de cordée. Enfin, une femme qui fera dans doute lever une autre alternative portée par un projet rassembleur.

Cette probable perspective que nous avons prédit dans l'un de nos anciens écrits (1) aura certainement des conséquences pour ce que sera le second tour de cette élection.

Cette dernière vient de faire grâce à sa compétence une puissante irruption dans l'actualité politico-médiatique française, jusque-là plutôt squattée par un Eric Zemmour soutenu par une partie du complexe médiatique parisien. La présidente de la région Ile-de-France semble réussir à faire trembler les états-majors politiques, ébranler les certitudes et exploser les pronostics pour le second tour de cette élection. Ainsi entre ce que cette femme politique qualifie d'immobilisme des uns et de démagogie des autres semble s'insinuer une autre voie qu'incar-

polémiste dissertait sans gêne sur les Blacks ou de la franco-tunisienne Sonia Mabrouk sans véritable réaction face à une Elisabeth Levy, fan d'Eric Zemmour, lui assenant en direct un vous avez une tête d'arabe. Le candidat Zemmour qui essaye désespérément de relancer une dynamique qui semble s'essouffler pourrait se voir signifié à court terme le clap de fin d'une incarnation qualifiée par certains de ses adversaires politiques de celle de l'idiot utile de l'extrême droite française. N'a-t-on pas entendu un intellectuel reconnu comme Alain

final qu'une histoire franco-française. L'Algérie se doit de prendre acte de tous les scénarii possibles qui pourraient se déployer à l'issue de cette élection notamment l'arrivée aux manettes de forces politiques qui se croiraient obligées d'adopter une ligne politique franchement hostile à son égard. Ce choix sera bien entendu contre-productif et sans plus-value pour tous ceux qui veulent éviter que ne soit définitivement acté le déclassement international de la France. Il serait plus sage que ces forces politiques se résolvent à concevoir et à accepter une fois pour toutes que des deux côtés de la Méditerranée existent deux entités distinctes et souveraines et que seul le respect mutuel pourrait permettre d'imaginer un futur à une relation dont la dimension humaine notamment par la présence d'une importante diaspora en France constitue un élément significatif.

L'Algérie doit aussi impérativement préserver son indépendance portée

Le candidat Zemmour qui essaye désespérément de relancer une dynamique qui semble s'essouffler pourrait se voir signifié à court terme le clap de fin d'une incarnation qualifiée par certains de ses adversaires politiques de celle de l'idiot utile de l'extrême droite française. N'a-t-on pas entendu un intellectuel reconnu comme Alain Minc lui reprocher d'incarner, sans le savoir, le rôle du juif utilisé par certains pour cogner sur les Arabes ?

nerait pour la première fois une femme.

Cette probable perspective que nous avons prédit dans l'un de nos anciens écrits (1) aura certainement des conséquences pour ce que sera le second tour de cette élection. Le polémiste d'extrême droite a bien bénéficié pendant de nombreuses années de tribunes bienveillantes et autres plateaux de télévision qui ont été généreusement mis à sa disposition pour faire la promotion de ses idées extrémistes et de sa haine de l'Islam. Face à des animateurs sous hypnose, il a pu creuser son sillon. Qui se souvient de la guadeloupéenne Christelle Kelly restée muette et en extase pendant que le

Minc lui reprocher d'incarner sans le savoir le rôle du juif utilisé par certains pour cogner sur les arabes?

Bien qu'elle ne soit pas trop connue des français, l'émergence de la candidature de la présidente de la région Ile-de-France inquiéterait au plus haut niveau car elle dispose d'une marge de progression importante. Et l'actuel locataire de l'Elysée qui temporise lui aussi avant d'annoncer sa candidature semble pleinement exploiter à son profit l'exposition médiatique que lui procure sa fonction de président de la République.

Vue de ce côté-ci de la Méditerranée, la présidentielle française n'est au

par un socle d'institutions extrêmement solides au service d'un état qui ne pourra s'émanciper de l'inexorable convergence vers l'état de droit. Le Président Algérien a pertinence suggéré l'impératif d'oublier définitivement la séquence de la colonisation de l'Algérie. Ce dernier pays ayant après une longue guerre de libération nationale libérer le chemin de l'accomplissement de la nation algérienne millénaire jusque-là obstrué par des étrangers venus armés conquérir une terre d'Islam, riche et hospitalière, sans que personne les y ai jamais un jour invités !.Présidentielles françaises, les couteaux sont-ils déjà tirés ?.

Salim Metref

Ces nouvelles colonies agricoles ne tinrent que grâce l'aide d'un banquier français, le baron Edmond de Rothschild ; ce dernier, sous divers prêtes-noms, achetait des terres, équipa les colonies de moulins, distilleries, caves, glaciers, de médecins et de médicaments et leur versa de l'argent.

FESTIVAL NATIONAL DE L'OPÉRETTE

Tindouf accueille la 2^e édition

Pas moins de 182 étudiants, issus de différentes wilayas du pays, prennent part à la deuxième édition du festival universitaire national de l'opérette ouvert jeudi à la maison de la culture «Abdelhamid Mehri» à Tindouf.

La 2^e édition du Festival national de l'opérette, rendant hommage à titre posthume au poète «Omar Bernaoui», prévoit l'animation, trois jours durant, d'une série de spectacles et de représentations théâtraux, a indiqué le commissaire du festival, Mohamed Said.

Il est également prévu des ateliers de formation dans les créneaux de la scénographie, la mise en scène et l'interprétation, en plus de rencontres-débats sur le thème, en présence des cadres du secteur de la culture, de metteurs en scène et de critiques de théâtre. Pour M. Said, ce festival constitue une opportunité de promotion des activités culturelles universitaires, dont l'opérette, et de consolidation des activités théâtrales estudiantines.

Cette manifestation culturelle, dont la cérémonie d'ouverture a été marquée par une cérémonie en l'honneur de la famille du défunt «Omar Bernaoui», devra donner lieu à la découverte de talents dans le domaine et contribuer à l'amélioration de leurs capacités créatrices.

R.C.

Décès de la grande artiste Seloua Dernier hommage au Palais de la Culture «Moufdi Zakaria»

→ Un dernier hommage a été rendu vendredi matin au Palais de la Culture «Moufdi Zakaria» à Alger à la défunte Saloua, décédée jeudi à Blida à l'âge de 86 ans, en présence d'artistes, de nombre de ses fans et des membres de sa famille.



Les présents, en tête desquels la ministre de la Culture et des Arts, Wafaa Chaalal ont défilé autour de la dépouille de la défunte dont le départ a endeuillé la scène culturelle algérienne, elle qui a illuminé l'art algérien de sa présence et de créativité des années durant. Plusieurs artistes pour ne citer que Narjess et Nadia Benyoucef ont été à l'accueil de la dépouille de la défunte et lui ont rendu un ultime hommage dans un climat chargé d'émotions.

S'exprimant à l'occasion, la ministre a fait part de sa tristesse quant à la disparition d'une sommité artistique qui a grandement contribué dans la culture algérienne en Algérie et l'étranger. Ambassadrice de l'art et de la culture algérienne, l'artiste a laissé derrière elle un actif riche en œuvres immortelles, a poursuivi Mme Chaalal.

Pour sa part, l'artiste Narjess a relevé que l'Algérie avait perdu en la personne de Feu Saloua une sommité de l'art algérien, une icône, une ambassadrice et une école artistique, rappelant son parcours à l'émission «Alhan wa Chabab» dans les années 70.

Pour sa part, l'artiste Nadia Benyoucef, a fait savoir que la chanteuse Seloua était comme «sa deuxième maman», qualifiant la défunte de «diva de l'art algérien authentique et une personne cultivée, que ce soit dans sa manière de parler, son style vestimentaire ou sa présence sur la scène...». De son côté, l'artiste Sadek Djemaoui, leader de la troupe «El Ba-

hara (les marins)», a soutenu que la défunte Seloua était «une sommité artistique algérienne, arabe et mondiale qui a dignement représenté l'Algérie à travers sa présence incroyable sur la scène, sa politesse, sa splendeur, la beauté de sa voix et son élégance», ajoutant que «la défunte était une algérienne jusqu'à la moelle épinière et une vraie ambassadrice de l'art algérien». Il a rappelé, dans ce sens, que la chanteuse Seloua l'avait encouragé lors de ses débuts dans les années 1970 et l'a accompagné, à l'instar de nombreux autres artistes, en l'invitant à une tournée artistique en Libye après la fin du programme «Alhan wa Chabab». Cette cérémonie s'est déroulée également en présence du directeur de la Culture de la wilaya de Blida, Meshoub Elhadj, qui a estimé que la défunte Seloua était «une grande artiste algérienne authentique et une icône de la chanson moderne», ajoutant que «la scène artistique algérienne avait perdu suite à sa disparition l'une de ses plus belles voix uniques». Pour sa part, l'artiste et chercheur en musique, Abdelkader Bendaamache, a estimé que Seloua était «une femme exceptionnelle et une grande star. Elle était également une personnalité artistique complète, nationaliste et une école ayant formé plusieurs artistes connus, dont Youcef Boukhantach et Nadia Benyoucef». Concernant son absence durant deux décennies sur la scène artistique, M. Bendaamache, également directeur général de l'Agence algérienne pour le rayonnement cultu-

rel (Aarc), a fait savoir que la chanteuse Seloua était «touchée par la situation sociale et politique qu'a connue l'Algérie», ajoutant qu'elle était «très sensible aux événements qui se sont déroulés dans le pays». Le président de l'Association «Les Amis de la Rampe Louni Arezki», Lounis Ait Aoudia a déploré le peu d'artistes présents pour rendre un dernier hommage à la défunte qui reste «le symbole de la culture algérienne et son ambassadeur dans le monde».

Avant la chanson, la voix de Fetouma Lemitti se fait d'abord connaître sur les ondes où elle a commencé une carrière d'animatrice de Radio-Alger en 1952 sous la direction de Réda Falaki qui lui confie une émission pour enfants. Sa maîtrise et sa voix la conduiront très vite dans les studios de l'ORTF (Office de la radiodiffusion-télévision française) où elle deviendra animatrice de la première émission féminine destinée au monde arabe.

En 1960, elle rencontre le compositeur Lamraoui Missoum, qui venait de lancer un nouveau genre de chanson rénovant complètement la chanson algérienne et qui cherchait des interprètes. Cette rencontre va impulser sa nouvelle carrière de chanteuse qu'elle a menée avec une grande passion après avoir abandonné l'animation radio pour s'y consacrer entièrement.

En 1962, elle entre dans la cour des grands avec l'enregistrement de «Lalla Amina», classé troisième des ventes de la prestigieuse maison de disques «Pathé Marconi»

après Edith Piaf et Enrico Macias. Sa voix d'exception et sa culture musicale lui permettront de se perfectionner et percer dans la chanson, pour collaborer, au lendemain de l'indépendance, avec Mahboub Bati et Boudjemia Merzak qui deviendra son époux.

En 1964, elle effectue une longue tournée dans les pays arabes où elle a été accueillie comme l'ambassadrice de la chanson algérienne, prenant part à toutes les semaines culturelles dans tous les pays amis de l'Algérie nouvellement indépendante.

En dépit de ces débuts fulgurants dans la chanson, Saloua revient à son premier métier et anime à la télévision la première version de l'émission «Alhan oua Chabab», pour la promotion de jeunes talents, avec Maâti Bachir.

Dans les années 1970, elle tente une incursion dans l'univers de la musique andalouse avec les encouragements de Merzak Boudjemia, un jeune compositeur doué qui dirigeait, au Conservatoire municipal d'Alger, avant d'avoir sous sa baguette de maestro l'Orchestre de la télévision algérienne.

Souhaitant perpétuer le legs de Cheikha Yamna Bent El Hadj Mehdi et Fadéla Dziria, Saloua subit une véritable mutation et assure avec brio la relève de ces divas du hawzi, devenant une grande dame de la chanson algérienne.

Elle est également célèbre pour son duo avec le regretté Rabah Deriassa, pour son apparition remarquée au cinéma dans «Hassan Taxi» avec Rouched ou encore pour ces titres comme «Kif Rayi Hamelni» et «Mazalni maâk».

Après une longue absence de la scène de nombreux hommages lui ont été rendus par le ministère de la Culture et par sa ville natale de Blida en plus d'avoir reçu la médaille de l'ordre du mérite national en 2017. La dépouille de la défunte a été inhumée vendredi au cimetière d'El Alia à Alger.

R.C.

6^e Journées africaines du monodrame

Du 22 au 27 décembre à Laghouat

Les sixièmes Journées africaines du monodrame, se tiendront du 22 au 27 décembre dans la ville de Laghouat, avec cinq spectacles en provenance de la République arabe sahraouie démocratique, d'Égypte, de Tunisie, du Bénin et de Libye, en plus de trois monodrames algériens, indique le responsable de l'organisation de ces journées, Smail Kerboune.

Cette édition s'ouvrira par la générale du spectacle «Ittahamouni bi at'tahawor» (le blâmé est innocent) de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), mis en scène par Mouna Mohamed Salem sur un texte de sa plume et

interprété par le comédien Abdelbasset Mohamed Ali.

Accueillies à la maison de la Culture, «Takhi-Abdellah-Benkriou», les sixièmes Journées du monodrame africain verront la participation en compétition pour «l'Outarde d'or» de «Sourat Maria» (l'image de Maria) d'Égypte, «Sans visa» de Libye, «Malade» de Tunisie et «Les larmes de César» du Bénin.

«Lalouna» de Sidi Bel-Abbès, «Kiyess ou labess» (bel et bien masseur) de Boumerdès et «Convocation» de Tiaret sont les trois spectacles représentant le théâtre algérien lors de cette compétition.

D'autres spectacles, «Tayoucha» de Nesrine Belhadj, «Zaim lemhabel» d'Ibrahim Bouazza, «Le factotum» de Djallel Abdou, et «Meryouma» de Lamri Kaouane notamment, sont programmés, hors compétition, explique Smail Kerboune, également président de l'association «Ed'Derb El Açil» (la voie authentique) pour les Arts dramatiques, organisatrice de ces journées.

D'un autre côté, plusieurs hommages seront rendus à de grandes figures artistiques intervenant dans le 4^e Art, à l'instar de la comédienne Wahiba Baâli, le cinéaste et homme de théâtre, Mohamed Tahar Zaoui, le musicien

compositeur, Lamine Soufari et, à titre posthume, à l'enfant de la région et un des membres fondateurs de l'association «Ed'Derb El Açil» pour les Arts dramatiques, le regretté, Semahi Marfoua (1960-2019).

Des ateliers d'écriture dramaturgique et de préparation du comédien, encadrés par Fethi Kafi et Farkheddine Lounis, respectivement, sont au programme de l'événement, ainsi que plusieurs conférences en lien avec le 4^e art, et une série d'expositions de photographies retraçant l'histoire de l'action théâtrale locale et nationale et de toiles de tous les artistes-plasticiens de la région.

Par ailleurs, des spectacles de rue (Goual, halqa et folklore) de Mascara, Oran, Tamanrasset, Tiaret, El Bayedh, et Laghouat animeront les places publiques de la ville et des visites guidées en vue de faire découvrir le patrimoine touristique de Laghouat sont au programme de ces journées.

Organisées sous l'égide du ministère de la culture et des Arts, les sixièmes Journées du monodrame africain se dérouleront dans le strict respect des mesures de prévention sanitaires contre la propagation du Coronavirus, précisent les organisateurs.

R.C.

Ligue 1 (7^e journée)

L'USB récupère son fauteuil de leader, le CRB nouveau dauphin

→ L'US Biskra a repris les commandes du Championnat national de Ligue 1 à la faveur de sa victoire, enregistrée face à l'ASO Chlef (2-1), à l'occasion de la première partie de la 7^e journée disputée ce vendredi.

Hôte de l'un des plus mauvais élèves de la Ligue 1, l'ASO chlef, en l'occurrence, les gars des Zibans ne se sont pas faits prier pour arracher leur 5^e succès de la saison et récupérer leur fauteuil de leader par la même occasion (15 pts). Dans cette partie, où tout s'est joué en seconde période, les Biskris ont ouvert la marque à la 51^e par Mokhtar, sur penalty, avant que ce dernier ne signe un doublé, son deuxième cette saison, juste après l'heure de jeu (63').

De leur côté, les visiteurs (15 - 3 pts) ont réagi en toute fin de partie en marquant, dans le temps additionnel, leur tout premier but de la saison par l'entremise de Arab (91').

Le CRB en embuscade

Pour sa part, le CR Belouizdad s'est hissé sur la seconde marche du podium (14 pts) après avoir réalisé le hold up parfait face au RC Arbaâ (1-2). Face au promu, le champion d'Algérie en titre a été le premier à faire mouche

dès la 5^e minute par l'intermédiaire de Belkheiter. Toutefois, la joie du Chabab a été de courte durée, car les Vikings ont réussi à niveler la marque dix minutes plus tard grâce à Kessili (15'). En seconde mi-temps, et alors que le RCA avait l'emprise totale sur la partie, le CRB a bénéficié d'un penalty suite à une faute commise sur Bouras. Merzougui s'est chargé d'exécuter la sentence, mais le portier Hmed Walid Chouich s'est montré décisif, en sauvant sa cage, alors que le chronomètre affichait la 85^e minute. Alors que l'arbitre de la partie s'appêtait à mettre fin aux débats, Merzougui a réussi à se racheter en ajoutant le second but des Belouizdadis (90+5') et met un terme à la série de quatre matchs sans défaite du RCA (14^e - 4 pts).

Les Aiglons du Sud survolent le derby de l'Ouest

À Béchar, la JS Saoura s'est offerte une victoire nette et sans bavure face au MC Oran (2-0), dans le derby de l'Ouest. Fraîchement qualifiés pour la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), les Aiglons du Sud ont dominé cette empoignade de bout en bout. En dépit de sa supériorité, il a fallu attendre la 55^e minute pour voir la JSS prendre l'avantage par Lahemri, avant

de plier le match à la 87^e minute par Beletreche.

À la faveur de cette victoire, la JSS, qui compte deux matchs en retard, remonte de la 10^e à la 7^e place (10 pts), alors que les Hamraoua reculent d'un rang et rétrogradent de la 11^e à la 12^e position (5 pts).

avec l'équipe nationale A', à Doha (Qatar) pour prendre part à la Coupe arabe de la Fifa, et la seconde sur demande de la JSK à cause de la situation particulière des Canaris qui ont quitté jeudi leur confinement à Zéralda.

R. S.

PAC - CSC et USMA - JSK reportés

Concernant les rencontres Paradou AC - CS Constantine et USM Alger - JS Kabylie, elles sont reportées à une date ultérieure. La première en raison de la présence de quatre joueurs du PAC

Résultats partiels :

USB - ASO	2 - 1
RCA - CRB	1 - 2
JSS - MCO	2 - 0
Reportés :	
PAC - CSC	
USMA - JSK	

Classement	Pts	J	Dif
1. US Biskra	15	6	8
2. CR Belouizdad	14	7	4
3. Olympique Médéa	13	6	5
4. Paradou AC	12	5	4
5. USM Alger	11	6	8
6. CS Constantine	11	6	5
7. JS Saoura	10	5	7
8. ES Sétif	10	6	3
9. NA Hussein Dey	9	6	1
10. MC Alger	8	5	0
11. RC Relizane	5	6	-8
12. MC Oran	5	7	-4
13. JS Kabylie	4	4	0
14. RC Arbaâ	4	7	-10
15. ASO Chlef	3	6	-4
16. HB Chelghoum Laïd	3	6	-4
17. WA Tlemcen	3	6	-7
18. NC Magra	1	6	-8

Incidents OL-OM

Un point retiré à Lyon, le match à rejouer à huis clos

→ La commission de discipline de la Ligue de football professionnel a décidé mercredi de retirer un point ferme à l'Olympique Lyonnais après les incidents ayant marqué le match Lyon-Marseille du 21 novembre, lors duquel le milieu de terrain de l'OM Dimitri Payet avait été touché au visage par une bouteille d'eau. Le match sera par ailleurs rejoué à Lyon, mais à huis clos. Un point ferme retiré à l'Olympique Lyonnais et un match à rejouer à Lyon, mais à huis clos. La commission de discipline de la Ligue de football professionnel a reconnu, mercredi 8 décembre, la responsabilité du club lyonnais dans les incidents du match OL-OM, lors duquel Dimitri Payet avait été touché par une bouteille d'eau lancée par un supporter. L'OL a également été sanctionné d'un autre match à huis clos, qui a déjà été purgé lors de la réception de Reims il y a une semaine (défaite 2-1). « Tout acte de violence à l'encontre d'un acteur du jeu, surtout un joueur majeur, expose à une sanction en perte de points », a déclaré lors d'une conférence de presse le président de la commission de discipline, Sébastien Deneux. « Nous avons pris en considération les actions du club lyonnais immédiatement après les incidents, qui ont notamment permis l'identification de l'auteur du jet de bouteille et donné la possibilité de voir celui-ci sanctionné par la justice pénale », a-t-il cependant ajouté. Le 21 novembre, le capitaine marseillais Dimitri Payet avait reçu une bouteille d'eau en pleine tête alors qu'il

s'appêtait à tirer un corner devant le virage occupé par des ultras lyonnais, où aucun filet de protection n'était installé. Le match, interrompu à 0-0 après seulement quatre minutes de jeu, n'avait jamais repris, au terme d'un imbroglio mêlant arbitre, clubs et représentants de l'État.

Trois millions d'euros la perte financière pour l'OL

L'auteur du jet de projectile, interpellé, a été condamné par la justice à six mois de prison avec sursis en comparution immédiate. « Nous avons bien sûr considéré que le club était responsable des agissements des supporters présents dans son stade. Cette décision fait ressortir une responsabilité de l'OL, absolument », a encore expliqué Sébastien Deneux. Secoué par une vague d'incidents graves depuis cet été, le football français attendait fébrilement la décision de mercredi, alors que de nouvelles mesures gouvernementales sont espérées mi-décembre pour répondre à l'indignation générale, encore accrue par l'affaire OL-OM. La décision de mercredi n'est pas anodine pour l'OL, 12^e de Ligue 1 avec six points de retard sur le podium avant les sanctions annoncées. L'OL estime par ailleurs à plus de 3 millions d'euros la perte financière engendrée par un match à huis clos. Dans le camp lyonnais, on défendait la thèse de « l'acte individuel et isolé » que « personne ne peut anticiper ou empêcher », et on espérait éviter toute perte de point. ■

Selon un sondage de RFI

Un Mondial tous les 4 ans et la CAN tous les 2 ans plébiscités

→ Les internautes de RFI votent à 72,5% en faveur d'une Coupe du monde de football organisée tous les 4 ans et à 77,5% pour une Coupe d'Afrique des nations (CAN) masculine ayant lieu tous les 2 ans, selon un sondage en ligne réalisé entre le 3 novembre et le 3 décembre 2021. Le 20 décembre, la Fédération internationale (FIFA) va discuter d'un Mondial biennal. Une idée à laquelle la Confédération africaine a apporté un soutien franc alors que cette révolution pourrait avoir un impact sur la CAN. Les résultats sont sans appel : les Internautes de RFI sont très majoritairement favorables à une Coupe du monde de football tous les 4 ans et à une Coupe d'Afrique des nations masculine (CAN) tous les 2 ans. Bref, que rien ne change par rapport aux rythmes actuels de ces deux compétitions mythiques.

Seul un sondé sur quatre préfère un Mondial tous les 2 ans

Le 20 décembre, la Fédération internationale (FIFA) organise un sommet sur l'avenir du football. Il y sera surtout question de Coupes du monde masculine et féminine tous les 2 ans, à partir de 2028. Le Mondial masculin, lui, a lieu tous les 4 ans depuis sa première édition en 1930. Une véritable tradition. Les débats s'annoncent donc brûlants. Mais, pour les 1375 personnes qui ont répondu à un sondage

en ligne via Are You Net entre le 3 novembre et le 3 décembre, il n'y a quasiment pas de débat : 72,5% préfèrent que cet événement continue à se dérouler tous les 4 ans. Un pourcentage qui reste sensiblement le même chez les sondés qui se déclarent très intéressés par le ballon rond (71,6%) ou qui vivent en Afrique (71%).

86% des sondés en Afrique veulent une CAN tous les 2 ans

Le 26 novembre, la Confédération africaine de football (CAF) a, elle, apporté un soutien franc et massif à ce projet de la FIFA. Sans pour autant expliquer comment une Coupe du monde organisée plus souvent serait compatible avec la périodicité actuelle de la CAN. « Vous pouvez conserver la CAN tous les deux ans », a néanmoins assuré le Directeur technique de la FIFA Steven Martens lors de l'Assemblée générale extraordinaire de la CAF au Caire. Le Belge songeait sans doute à une phase finale en juin/juillet.

Une déclaration qui rassurera peut-être les 77,5% de sondés qui préfèrent une CAN biennale à une CAN quadriennale. En Afrique, ce sont même 85,6% des sondés qui veulent conserver la cadence habituelle de l'événement sportif numéro un sur le continent... Un événement prévu début 2022 au Cameroun, en 2023 en Côte d'Ivoire et en 2025 en Guinée. ■

EN DEUX MOTS

Coupe arabe : Le Qatar et la Tunisie en demi-finale

Après la qualification en demie de la Tunisie aux dépens d'Oman (2-1), les quarts de finale de la Coupe Arabe de la FIFA Qatar 2021 se poursuivaient ce vendredi 10 décembre au stade d'Al Bayt. Après avoir terminé en tête du Groupe A, le Qatar affrontait les Emirats Arabes Unis, finaliste du Groupe B. Une rencontre qui allait rapidement se décanter quand le malheureux Ali Salmin marquait contre son camp et permettait ainsi au Qatar de prendre l'avantage (1-0, 6'). Insatiables, les Bordaux profitaient ensuite de deux penaltys transformés par Almoez Ali (2-0, 28') et Boualem Khoukhi (3-0, 36') pour prendre le large. Dans un duel à sens unique, Abdulaziz Hatem, déjà buteur dans cette compétition, ajoutait un nouveau but (4-0, 44e) avant que Almoez Ali ne s'offre un doublé dans le temps additionnel de la première période (5-0, 45+3). Débordés, les Emirats Arabes Unis prenaient le contrôle du jeu au retour des vestiaires pour tenter de sauver l'honneur dans ce quart de finale mais le score n'évoluait plus et le prochain pays hôte de la Coupe du monde 2022 assurait tranquillement sa qualification.



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA. Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar, Place du 1^{er}-Mai - Alger. Tél. : 021 6710.44/6710.46 Fax : 021 6710.75. Compte bancaire : CPA 103 400 08971.114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles. Membres fondateurs : Gérant, directeur de la publication : **Abdelwahab Djakoune**. Rédacteur en chef : **Radia Zerrouki** Directeur commercial : **Ouahid Kouba** Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger : **SIMPRAL** Tirage : 2500 exemplaires 16 - Pages Oran : **SIO**. Constantine : **SIE**. Diffusion centre : **SEDICOM**. Ouest : **SPDO**. Est : **El Khabar**. Sud : **Trag diffusion** Publicité : **La Nouvelle République** Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail : lnr98redaction@yahoo.fr E-mail pub : lnr98publicite@yahoo.fr - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19. Conception : **Studio Baylaucq**, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40 Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

en direct

Incidents OL-OM

Un point retiré à Lyon, le match à rejouer à huis clos

le match à suivre

Ligue 1 (7^e journée)

L'USB récupère son fauteuil de leader, le CRB nouveau dauphin

football

Coupe arabe

Le Qatar et la Tunisie en demi-finale

Coupe d'Afrique de handball

La CAHB reporte la 27^e édition

→ L'Algérie fait gagner la première tranche au handball.

Qu'advient-il si les décisions prises sont réfléchies pour dévisser et faire évoluer ce qui est bon pour le faire remplacer par des options anti sportives. Pour l'heure, la position de l'Algérie fait avorter l'organisation de cette 25^e édition.

Le report, la pire déception marocaine

C'est ce qui anime l'esprit de certains gestionnaires qui seraient tentés d'inverser les meilleures formules sportives pour instaurer ou répondre à des appels qui isoleraient les objectifs de la Confédération africaine de handball pour en faire, selon quelques spécialistes de la petite balle des jeux vidéo. L'échec que vient d'encaisser le Makhzene qui voulait faire jouer cette 25^e édition à Laâyoune, menacerait, selon certains observateurs ses relations avec «la CAHB qui a annoncé ce vendredi 9 décembre 2021 le report, via son comité exécutif réuni en session extraordinaire, en visioconférence, de la 25^e Coupe d'Afrique des nations seniors hommes, au-delà du mois de janvier 2022», lit-on dans le communiqué.

Seule la CAHB décide...

Il ne restera de ce sport que les grandes équipes qui semblent décidées à trouver un modèle économique pour continuer à jouer. Ce report décidé n'arrange pas les Marocains qui voyaient en plus de l'aspect sportif de cette manifestation, une manière de confirmer, qu'avec ou sans l'équipe nationale d'Algérie, les participants ayant confirmé sont celles qui soutiennent le Maroc. Chez la CAHB, le handball a failli ressembler à un sujet ou à un sport futile, quand tant de choses très graves allaient se dérouler. «Et pourtant, ce sport si populaire a toujours été un miroir des enjeux du monde, une activité économique majeure, et une des très rares activités, après le football dont les règles sont fixées à l'échelle mondiale, et évoluent de la même façon dans le plus grand club professionnel et aussi dans le plus petit club amateur».



■ Les handballeurs algériens lors de la CAN-2014 à Alger.

(Photo : La NR)

Il faut oublier Laâyoune

Le Championnat d'Afrique des nations de handball n'aura donc pas lieu à Laâyoune et Guelmim au Sahara Occidental, comme annoncé en grande pompe par la Confédération africaine de handball et amplifié par le Maroc. Une annonce dirigée plutôt contre l'équipe algérienne qui avait annoncé sa non participation, et ce, «en raison de l'insistance du régime marocain à l'organiser à laâyoune, la ville la plus importante et la capitale de Sahara Occidental, ainsi qu'à Guelmim. L'Algérie qui accueillera le Championnat d'Afrique de handball dans son édition de 2024, a donc refusé de se joindre aux autres nations qui ont confirmé leur participation à cette

édition programmée sur le territoire colonisé dudit pays.

Omniprésente aux éditions précédentes

Pourtant, l'équipe nationale algérienne ne rate jamais cette manifestation continentale qui réunit, tous les deux ans depuis 1974, les meilleures équipes africaines masculines de handball. Lors du tirage au sort qui a eu lieu à Abidjan (Côte d'Ivoire) ce vendredi, on remarquera parmi la liste des nations participante, l'absence de l'Algérie sachant qu'il y aura quatre niveaux, à savoir, niveau 1 : Egypte, Tunisie, Angola, niveau 2 : Cap-Vert, Maroc, RDC, niveau 3 : Gabon, Nigéria, Nigéria et niveau 4 : Cameroun, Sénégal, Kenya.

Se mettre à l'évidence

Le Maroc a donc perdu son souffle et se remet à l'évidence, ce n'est certainement pas elle qui décide où se jouera, et comment se jouera cette 25^e édition. Ce camouflé lui servira, très certainement, de leçon. Même sans spectateurs. Autrement dit, si le droit à tous de jouer et d'assister à son spectacle revient, le handball retournera à son mode de fonctionnement d'aujourd'hui. Et si ce droit ne revient pas, il disparaîtra, remplacé par des jeux vidéo plus vrais que nature.

H. Hichem

■ BeIN Sports 1 : Real Madrid - Atlético Madrid à 21h

■ BeIN Sports 2 : Inter Milan - Cagliari à 20h45

La Der

Classement de la Fifa (dames) : L'Algérie termine l'année à la 79^e place

L'équipe nationale féminine de football a terminé à la 79^e place, au dernier classement mondial de l'année, dévoilé par la Fédération internationale de football (Fifa), vendredi sur son site officiel. Les joueuses de la sélection nationale, Radia Fertoul progressent ainsi de sept places, par rapport au précédent classement publié le 20 août dernier. Sur le plan continental, l'Algérie progresse d'une place et se pointe à la 9^e position, derrière le Nigeria (41^e mondial), le Cameroun (53^e), l'Afrique du Sud (56^e), le Ghana (57^e), la Côte d'Ivoire (61^e), la Guinée équatoriale (72^e), la Tunisie (74^e), et le Maroc (78^e). L'équipe nationale reste sur une double victoire en amical face à la Tunisie (1-0 puis 4-2), à l'occasion d'un stage effectué à Tunis en novembre dernier.

L'Algérie défit l'Afrique du Sud, vice-championne d'Afrique en titre, lors du 2^e et dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022, prévu entre les 14 et 23 février 2022. Les coéquipières de Naïma Bouheni avaient dominé au 1^{er} tour des éliminatoires le Soudan, en s'imposant lors du match aller disputé à Alger sur le score fleuve de 14 à 0, alors que le match retour prévu à Khartoum avait été annulé à cause de la situation politique au Soudan. Dans le haut du classement, les Etats-Unis (1^{ers}) préservent leur leadership qu'ils occupent depuis 2017. Le Top 3 est lui aussi identique à celui du mois d'août dernier, avec la Suède (2^e) et l'Allemagne (3^e) en embuscade, aux deuxième et troisième places. La France (4^e, +1) a dé-

passé les Pays-Bas (5^e, -1), qui payent au prix fort, leurs récents matches nuls face à la République tchèque et au Japon. L'Espagne (9^e, +1) grimpe, elle, d'une place et s'installe à une inédite neuvième place. La Suisse (17^e, +3) réalise la meilleure opération du Top 20 en remontant de trois places.

La plus forte progression vient d'ailleurs. En termes de points, elle est réalisée par le Liban (140^e, +5) vainqueur des Emirats Arabes Unis et de Guam ces dernières semaines. En termes de places, le Monténégro (85^e, +13) signe la remontée la plus spectaculaire en grimant de 13 rangs, «boosté» par un succès en Bosnie-et-Herzégovine. La prochaine édition du classement mondial féminin sera publiée le 25 mars 2022.